

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241

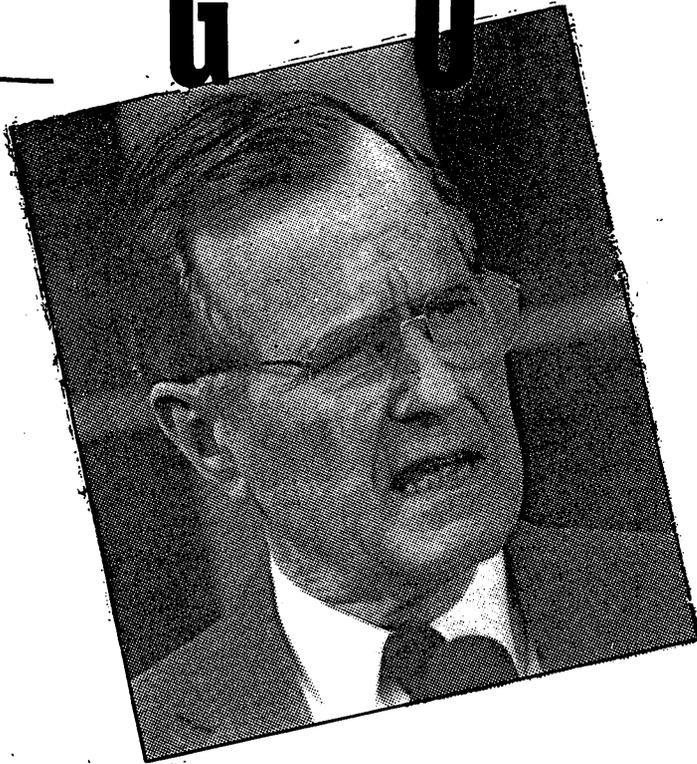
0494

LE 10 MARS 1991

N° 197

PRIX : 4 FF

G O L F E



C'EST A TOUS LES PEUPLES

QUE LES



USA IMPOSENT

LEUR LOI

SOMMAIRE AU VERSO

Pages 2 et 3

- Editorial

Pages 4 et 5

- Mali : les bruits de botte ne font plus peur

Pages 6 et 7

- Tchad : Déby-Habré, blanc bonnet, bonnet blanc

Pages 7 et 8

- Côte d'Ivoire : les transports en commun, c'est l'enfer

- les quartiers populaires sous la menaces des ordures

Pages 9 et 10

- la classe ouvrière a besoin de son parti révolutionnaire pour son émancipation.

A B O N N E M E N T

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF
- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER

Même tarif mais uniquement en coupons - réponses internationaux.

A D R E S S E

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

GOLFE

C'EST A TOUS LES PEUPLES
QUE LES USA IMPOSENT LEUR LOI

Sous la bannière de l'impérialisme américain, l'armée des pays "coalisés" constituée de 600.000 soldats munis d'engins de mort sophistiqués a fini par reconquérir le Koweit et remettre au pouvoir l'émir Jaber.

Pour montrer qu'ils sont les gendarmes du monde, les dirigeants des puissances impérialistes n'ont pas hésité à massacrer sauvagement les populations irakiennes sous des pluies de bombes lâchées sur Bagdad et Bassora. Ils ont présenté leur guerre comme une guerre "propre" celle du "droit" et de la "liberté" contre la "dictature". Mais elle n'a été "propre" que vue des écrans électroniques des avions qui lâchaient des milliers de tonnes de bombes, détruisant habitations, ponts, routes, usines, centrales électriques en Irak. Combien de personnes sont mortes sous ces bombes ? Des dizaines de milliers, des centaines de milliers ? On ne connaît même pas leur nombre car elles ne comptent pas dans les calculs criminels de ces dirigeants impérialistes.

Ils ont montré le retour au pouvoir de la famille princière du Koweit comme le retour du "droit" et de la "démocratie" mais avant même que l'émir ne mette le pied au Koweit il a décrété la loi martiale. "Démocratique" ce régime d'Arabie Saoudite où il est interdit aux femmes non seulement de voter mais même tout simplement de conduire une voiture sous prétexte que c'est contraire aux préceptes de l'Islam ? Non, les régimes saoudien, koweitien, syrien, égyptien ou marocain qui se trouvaient du côté du "droit" et de la "liberté" selon l'impérialisme, sont tout aussi dictatoriaux que celui de Saddam Hussein. Pendant plusieurs années d'ailleurs, même le régime de Saddam Hussein a été présenté par ces mêmes dirigeants impérialistes ou leurs prédécesseurs comme un bon élève lorsqu'ils l'ont soutenu et armé pour combattre le régime de Khomeiny en Iran. Il n'est devenu un mauvais élève que lorsqu'il n'a plus voulu respecter la règle du jeu impérialiste en mettant en cause leur ordre établi dans la région du Golfe.

La défaite qu'ils ont fait subir à l'armée de Saddam Hussein et les dizaines des milliers de morts qu'ils ont faits en Irak sont une leçon qu'ils adressent à tous les peuples du Tiers-Monde qui voudraient mettre en cause leurs intérêts où que ce soit. Ce n'est pas la dictature qui les gêne. Bien au contraire, ils ont besoin de régimes dictatoriaux pour maintenir les populations pauvres sous la domination de leur système impérialiste. Ils ont besoin de régimes impitoyables pour que la bourgeoisie puisse continuer à s'enrichir en maintenant la majorité de la population dans la misère et la soumission. Ce que Saddam Hussein a mis en cause, ce n'est ni ce système d'exploitation ni cette oppression que l'impérialisme fait régner aux quatre coins de la planète. Il a tout simplement remis en cause les frontières que l'impérialisme avait instaurées dans cette région du Golfe et qui défavorisaient l'Irak. L'impérialisme ne lui a pas pardonné, ni à lui, ni surtout à son peuple.

La défaite de l'armée de Saddam Hussein s'est accompagnée de mouvements de révolte en Irak. Des combats ont eu lieu entre l'armée de Saddam Hussein et les combattants chiites hostiles au régime. D'autres combats ont opposé des combattants kurdes aux troupes de Saddam. Un certain nombre de ces opposants ont réclamé des armes aux dirigeants américains, mais ceux-ci, prétendant qu'ils ne voulaient pas s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Irak, ont refusé de leur donner des armes. Face aux mouvements de révoltes qui menacent de se propager et qui pourraient faire voler en éclat l'autorité de l'Etat en Irak, Bush a déclaré qu'un "vide de pouvoir ne serait pas une bonne chose pour l'Irak". Il préfère en réalité encore mieux avoir un Etat qui a de l'autorité en Irak, fut-il sous la houlette d'un Saddam, plutôt qu'un Etat qui ne serait pas capable de maintenir l'ordre au sein de la population. Car si un mouvement populaire, comme le mouvement intégriste chiite, prenait de l'ampleur en Irak, y compris contre Saddam Hussein, il risquerait aussi de se propager dans les pays voisins comme l'Arabie Saoudite, le Koweït et les émirats. Et ça, l'impérialisme ne le veut pas.

Si l'impérialisme était vraiment soucieux d'en finir avec la dictature de Saddam Hussein, il aurait eu largement le loisir de faire tomber son régime. Seulement son problème ce n'est pas d'en finir avec la dictature. Ce qu'il veut c'est que ce soit des dictatures dévouées à son ordre et répondant à ses appels comme des chiens policiers bien dressés.

GOLFE: LES VAUTOURS CAPITALISTES SE DISPUTENT

LES CONTRATS DE RECONSTRUCTION

Les hommes d'affaires britanniques sont en colère: les autorités américaines se sont attribué la part du lion des contrats commerciaux de la reconstruction du Koweït. Ils n'auraient été informés par les USA de la date de clôture des candidatures que deux jours après. Du coup, leur ministre aurait déposé une plainte auprès des Etats-Unis sur la manière dont ils ont été écartés.

Les émirats ont donc à "remercier" les puissances impérialistes qui sont intervenues en leur faveur, au prorata des forces militaires qu'ils ont mobilisées. Maintenant que la guerre est terminée, fini les discours sur "le droit, les libertés", la guerre c'est du business, et les américains veulent bien rentrer dans leurs frais.

CONFLIT SENEGAL-MAURITANIE : LES DIRIGEANTS VEULENT-ILS DE NOUVEAU UN BAIN DE SANG ?

Après plusieurs mois de calme apparent, le conflit entre le Sénégal et la Mauritanie semble de nouveau se raviver. Dès le début du mois de février de cette année, des attaques faisant plusieurs morts parmi les civils et les militaires ont eu lieu entre les deux armées campant face à face sur les deux rives du fleuve.

Selon le quotidien gouvernemental sénégalais "le Soleil", les troupes mauritaniennes se sont attaquées au village de Kounkoné, le 6 février et ont fait 2 morts et plusieurs blessés. Le 7 février, les troupes sénégalaises ont, d'après ce même journal, riposté en s'attaquant à la localité de Diaguéli sur la rive droite; il y aurait eu des morts et des blessés. Vers la fin du mois de février, les autorités mauritaniennes auraient arraisonné des pirogues des pêcheurs sénégalais et arrêté plusieurs dizaines de ces pêcheurs accusés d'avoir pêché dans les "eaux territoriales" mauritaniennes. De leur côté, les autorités sénégalaises ont fait de même avec des pêcheurs mauritaniens. D'escalade en escalade, les motifs d'envenimer le conflit se multiplient et chaque gouvernement se défend d'être la victime de l'agression de l'autre. Mais en réalité chacun se venge sur les populations innocentes qui n'y sont pour rien dans leur querelle de frontières.

Le 2 mars dernier, les troupes mauritaniennes ont de nouveau pris comme cible les villages de Dembakané et d'Odobéré. On a dénombré trois morts et plusieurs blessés. Toujours d'après "le Soleil", les troupes sénégalaises se sont alors mises à tirer sur les camps militaires mauritaniens se trouvant à Sagne, Ompou et Sanghé Diery, faisant ainsi plusieurs morts et blessés.

Voilà environ deux ans que ce conflit a éclaté. Les deux belligérants font mine de vouloir la paix et la concertation pour résoudre le problème. Mais en réalité, ils sont toujours prêts à entraîner de nouveau les populations riveraines à se massacrer. Le sang qui a coulé en 1989 et le flot de réfugiés qui s'en est suivi de part et d'autre ne leur suffit pas. Ils veulent recommencer cette tragédie qui ne fera que creuser encore plus le fossé de sang et de haine entre les opprimés. Dans ce conflit, aucune des populations pauvres ne sera gagnante. Aucun pauvre n'a intérêt à suivre ces dictateurs. Ces derniers se moquent de leur sort et veulent les utiliser pour les intérêts de leur Etat qui ne représente que les intérêts des possédants.

M A L I

LES BRUITS DE BOTTES NE FONT PLUS PEUR

Depuis quelques mois, les tribunaux de Bamako sont pleins à craquer après les manifestations violentes qui ont eu lieu dans la capitale en décembre et janvier contre le régime dictatorial de Moussa Traoré. Les galonnés ne savent plus où caser tous ces mécontents qui manifestent contre leur politique.

Le mécontentement de la population malienne est très divers. Les uns réclament l'instauration du multipartisme et la démocratie, surtout dans le milieu petit bourgeois intellectuel. Les autres, c'est-à-

dire les travailleurs et les petites gens, réclament le paiement des retards des salaires et des augmentations. D'autres encore revendiquent le droit de vendre leurs petites marchandises là où ils veulent, sans être obligés de se cantonner là où ils ne pourront rien gagner.

Tout ce mécontentement gronde depuis maintenant plus de trois mois. Le 3 mars, les étudiants et élèves du Mali ont organisé une marche pacifique à Bamako qui a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de jeunes pour demander l'ouverture des négociations avec

le ministre de l'Education nationale. D'autres organisations de l'opposition comme le CNID (Comité National pour l'Initiative Démocratique) et l'ADEMA (Alliance pour la Démocratie au Mali) et autres avaient réclamé auparavant de rencontrer le ministre de l'intérieur, le général Sékou Ly.



Ils avaient pu rencontrer ce dernier qui a fait semblant de négocier sur

l'"ouverture démocratique" pendant cinq heures durant; mais ce fut "non".

Le régime continue sa politique de répression et d'emprisonnement. Récemment 34 manifestants ont été déférés devant le parquet de Bamako; tous ont été condamnés à de lourdes peines. Ces victimes sont toutes des travailleurs; parmi elles, il y a des chômeurs, des menuisiers, des apprentis-chauffeurs, des cirieurs et des ménagères ainsi que des réparateurs de motos, des manoeuvres, des employés de commerce, des maçons, des forgerons, etc...

Toutes ces petites gens qui croupissent dans les prisons de Moussa Traoré ont le seul tort d'avoir osé manifester leur mécontentement dans la rue pour montrer à ces colonels, ces capitaines qui gouvernent le pays que leurs bruits de bottes ne font plus peur.

UN PETIT BUDGET POUR DE GRANDS BESOINS PERSONNELS

Selon les chiffres avancés par le gouvernement, le budget de l'Etat malien pour 1991 sera déficitaire de près de 6 milliards de FCFA. Pour combler ce déficit le gouvernement prévoit donc de créer de nouvelles taxes (TVA) sur les prestations des services, sur l'investissement et la production d'exportation.

Ce petit magot supplémentaire que le gouvernement va encaisser ne sera certainement pas utilisé pour mieux payer les petits fonctionnaires et les travailleurs des sociétés d'Etat, ni pour diminuer les prix des transports urbains, ni même pour la construction d'écoles ou de dispensaires.

Comme d'habitude, ce budget servira à engraisser et entretenir les ministres, les fonctionnaires et leurs familles dont nous voyons ici souvent les femmes venir se faire soigner ou accoucher dans les hôpitaux les plus chics de Paris ou de Neuilly, pendant que les femmes des pauvres et leurs enfants meurent de faim et de maladies au pays.

* * * * *
* * * * *
* * *
*

T C H A D

DEBY-HABRE: BLANC BONNET, BONNET BLANC

Depuis le 1er décembre, Habré n'est plus au pouvoir au Tchad. Il s'est enfui, d'une façon digne du minable voleur qu'il est, en emportant avec lui quelque sept milliards de francs CFA. Selon Déby, l'actuel président du pays, "c'est la fin de son histoire". Mais, force est de constater que le pouvoir laissé par l'ancien dictateur continue à exister après son départ. Il est resté pratiquement le même, jusqu'au niveau des hommes qui le font fonctionner.

En effet, il y a un peu plus de trois mois, Idriss Déby, à la suite de la fuite de l'ancien dictateur Habré, a pris la place de ce dernier à N'Djaména. Mais, il n'a pas que pris la place. Il a surtout pris pour son propre compte tout l'appareil politique et répressif de l'ancien régime, ses politiciens, ses tortionnaires qui, des années durant, ont imposé au Tchad l'une des dictatures des plus féroces en Afrique. Dès sa prise du pouvoir, sous le prétexte d'une politique de "tolérance", Déby a tenu à faire participer à la gestion du pays tous les collaborateurs du régime précédent, des généraux aux gardiens de prisons en passant par les ministres, les directeurs et autres tortionnaires.

Le pouvoir d'Hissein Habré, c'était la misère, les injustices de toutes sortes, mais aussi l'arbitraire, les arrestations et les assassinats criminels. Après la fuite d'Habré, on a découvert, à N'Djaména notamment, que les prisons de l'ancien dictateur étaient de véritables charniers avec des centaines de cadavres, dont la plupart étaient mutilés. On y pratiquait des tortures en tout genre. On a même repêché des dizaines de cadavres du fleuve Chari. Mais, ce pouvoir, Habré ne l'a pas assuré tout seul, même s'il en était le principal responsable. Il l'a fait avec la collaboration, la complicité de tout un ensemble de gens, des militaires, des politiciens (dont, à une certaine époque, Déby, son numéro deux) qui ont fait le choix de s'allier, de s'associer à lui pour imposer leur dictature à l'ensemble de la population. Tous ont largement profité de cette dictature. Ils s'en sont servi pour s'enrichir sur le dos des populations pauvres. Ils ont tous les mains couvertes de sang.

Et aujourd'hui, à part Hissein Habré qui est parti pour un exil certainement doré, la plupart de ces assassins et criminels se la coulent douce et continuent à garder les mêmes privilèges qu'avant auprès de Déby. Même ceux qui, chefs militaires, ministres et autres directeurs, dans la débandade de la veille du 1er décembre 1990, avaient fui pour un moment au Cameroun, ont fini par revenir pour s'installer dans leurs anciennes fonctions ou dans de nouvelles. Déby avait dépêché auprès d'eux des délégations pour les convaincre de retourner au pays, leur donnant l'assurance de la garantie de leur sécurité et de leurs privilèges. A leur retour, certains ont même été reçus triomphalement, avec des honneurs. Pour la plupart, ils sont des ministres, des conseillers à la présidence, des directeurs ou des responsables militaires du pouvoir actuel.

Déby et ses hommes n'ont pas seulement gardé comme tel le pouvoir de leur ancien ami devenu adversaire. Ils en ont aussi conservé les pratiques. Leurs combattants, comme ceux de l'ancien régime, pillent, rackettent, rançonnent les populations. A N'Djaména, il n'est pas conseillé de sortir le soir: des exactions, des assassinats sont régulièrement enregistrés. Ce sont les "fameux" combattants qui en sont responsables. Certains vols et crimes sont perpétrés par les anciens soldats d'Hissein Habré qui ont conservé leurs armes pour se transformer en de véritables gangs urbains sans qu'ils ne soient inquiétés. Même si, pour la cause d'un semblant de changement, les dirigeants actuels ont supprimé les différentes taxes imposées à cause de la guerre, les salaires ne sont pas payés sous prétexte que les caisses sont vides, alors que des missions ministérielles et autres ne cessent de voyager dans différents pays.

C'est cette situation qui est à l'origine du mécontentement qui ne cesse de grandir dans le pays. Dès le mois de décembre, les travailleurs de l'ASECNA se sont mis en grève pour réclamer leurs arriérés de salaire. Peu de temps après, au mois de février dernier, les étudiants ont aussi déclenché une grève avec occupation des locaux de l'université pour le paiement de

leurs bourses et l'amélioration de leurs conditions d'études. Il s'en est suivie une brutale répression de la part du pouvoir. Officiellement, il y aurait eu deux morts. Mais en réalité, il y en a eu bien plus.

Face à cette situation, les dirigeants actuels qui, au début, ont proclamé qu'ils apportaient la "liberté" au Tchad, qu'ils étaient pour la "démocratie", eh bien aujourd'hui ces messieurs font volte-face. Ils cherchent d'abord à consolider leur régime. Déby vient de se faire nommer président de la république. Comme Habré, c'est aussi lui qui va se confectionner une constitution, mettre sur pied une assemblée dont les représentants seront désignés par lui. Le multipartisme, aux calendes grecques: dans 30 mois, dit-on à N'Djaména. Rien ne dit que ça ne sera pas plus.

Entre le régime du dictateur Habré et l'actuel qui lui a succédé, il n'y a pas de différence. En fait, l'arrivée de Déby au pouvoir, soutenue voire orchestrée par l'impérialisme français, n'est qu'un simple coup d'Etat. Ancien chef d'état-major d'Hissein Habré qu'il a aidé pendant des années à imposer sa dictature avant de le combattre, non pas pour une différence d'idées et de choix politiques, mais pour une question de pouvoir personnel, il n'est pas étonnant que, son rival parti, Déby reprenne à son compte ses ministres, directeurs, chefs militaires et autres tortionnaires, ces gens-là qu'il connaît bien, avec lesquels il a travaillé des années durant. Lui comme eux, ils ont tous une même origine : les FAN, les Forces Armées du Nord d'Hissein Habré qui, en 1982, ont pris le pouvoir à N'Djaména. Tous ces gens, comme ceux de l'opposition d'hier et d'aujourd'hui, même quand ils constituent des organisations différentes, même s'ils luttent entre eux, ils sont tous pareils. Ce sont les différentes branches du même arbre pourri de la politique de l'impérialisme au Tchad.

COTE D'IVOIRE

ABIDJAN : LES TRANSPORTS EN COMMUN, C'EST L'ENFER !

Depuis ces trois derniers mois, les autobus qui sont les principaux moyens de transports des Abidjanais sont très irréguliers. Sur certaines lignes aux heures de pointe, il faut attendre au moins une heure pour avoir un bus. Par exemple, sur la ligne qui relie le CHU (le Centre Hospitalier Universitaire) de Treichville au CHU de Cocody, ou sur celle qui va du Plateau aux Deux-Plateaux, il arrive souvent que les bus passent sous le nez des usagers

qui attendent parce qu'ils sont déjà pleins à craquer. Et lorsqu'ils s'arrêtent, il faut se bousculer et jouer des coudes pour y avoir accès.

Ceux qui souffrent le plus de l'entassement et de la chaleur sont les bébés, les femmes enceintes et les personnes âgées. Il arrive aussi que durant le parcours, certains bus tombent en panne et que les voyageurs soient obligés de descendre pour attendre le bus suivant.

Les voyageurs sont mécontents et grognent à juste raison. D'autant plus que le transport est cher. Une carte de bus mensuelle coûte près de 13.000 FCFA et les tickets de 100 à 225. Ce qui n'est à la portée de bon nombre de travailleurs dont le salaire mensuel est de 30 à 40.000 FCFA environ.

Ces difficultés de transport s'expliquent par le fait que la Sotra, société de transport mixte dont l'Etat est majoritaire



à 60%, est incapable d'acheter de nouveaux bus ou tout simplement des pièces de rechange nécessaires à la réparation des bus en panne.

La Sotra dit, en se plaignant, que tout cela est la faute de l'Etat ivoirien qui n'a pas d'argent et ne peut lui payer une dette équivalente à 50% de ses recettes. De son côté, le ministre des transports dit, en se moquant des usagers, que ceux-ci doivent

changer d'habitude et se lever tôt le matin pour prendre le bus entre 5H et 6H, car "les bus sont vides" (selon lui) à ces heures-là.

Les usagers n'ont pas à payer les conséquences des difficultés financières de la Sotra. S'ils montrent leur colère, ils obligeront le ministre des transports à ravalier son cynisme et la Sotra à améliorer les conditions de transport.

LES QUARTIERS POPULAIRES SOUS LA MENACE DES ORDURES

Quand on quitte les quartiers riches et qu'on se trouve dans les quartiers pauvres d'Abidjan ou dans ses banlieues, on est agressé par l'odeur puante des tas d'immondices et d'ordures qui débordent des poubelles. A Port-Bouët, à Abobo ou à Adjamé par exemple, les marchés sont envahis par des ordures. Selon les chiffres officiels, chaque année il y a cent quarante mille tonnes de déchets ménagers qui s'accumulent dans les 10 communes d'Abidjan. Quand il pleut, ces ordures se répandent partout et posent de graves problèmes d'hygiène.

Il y a bien une société de nettoyage, la SITAF, qui est payée par l'hôtel de ville d'Abidjan pour ramasser les ordures. Mais elle n'enlève pas toutes les ordures des quartiers populaires, sous prétexte que certaines ordures se trouvent dans des rues étroites et difficiles d'accès.

Ces derniers temps, les ordures se sont considérablement entassées parce que cette société n'assure plus un nettoyage régulier. Elle dit que ces prestations de service n'ont pas encore été payées et que, par conséquent, elle n'a pas les moyens d'embaucher des éboueurs.

Cependant les beaux quartiers comme Cocody ou Riviera sont régulièrement nettoyés. Seuls les quartiers populaires risquent de disparaître sous des tas d'ordures.

Il y a deux catégories de gens : ceux qui ont droit à la propreté et l'hygiène et ceux qui n'en ont pas.

LE GOUVERNEMENT INCAPABLE DE SATISFAIRE LES CONSOMMATEURS D'EAU S'EN PREND AUX PETITS REVENDEURS

La SODECI (la Société de Distribution d'Eau de Côte d'Ivoire) fait la guerre aux revendeurs d'eau des quartiers populaires d'Abidjan tels que Abobo, Adjamé, Williamsville, etc. Les revendeurs d'eau installeraient des tuyaux clandestins et vendraient ainsi de l'eau non facturée par l'Etat. Ce qui constituerait un manque à gagner non négligeable pour celui-ci.

Le but de cette chasse aux revendeurs d'eau clandestins serait de mettre un terme au trafic d'eau et d'amener les consommateurs à avoir chacun son compteur. La SODECI prétend qu'elle fait cela dans l'intérêt aussi des consommateurs parce que le mètre cube d'eau est revendu clandestinement à 1 600 F alors qu'elle le vend à 159 F.

Mais si dans les quartiers populaires, les petites gens sont obligées d'acheter chaque jour de l'eau chez les revendeurs plutôt que de prendre un abonnement même si " cela leur revient moins cher", c'est tout simplement parce qu'elles n'en n'ont pas les moyens.

En effet, pour avoir un compteur d'eau individuel, il fait payer quelque 20 000 F pour un abonnement et payer une redevance de 5 000 F environ par trimestre pour une consommation minimale de 30 mètres cubes. Verser d'un seul coup une telle somme est chose impossible pour les gens démunis qui ont déjà bien du mal à payer leurs loyers. C'est pourquoi ils dépensent chaque jour 100 à 300 F pour avoir l'eau.

Si la SODECI veut mettre fin à la vente d'eau clandestine, la meilleure solution est de mettre de l'eau potable à la disposition de tout le monde, ne serait-ce qu'en installant partout des bornes fontaines.

LA CLASSE OUVRIERE A BESOIN DE SON PARTI REVOLUTIONNAIRE POUR SON EMANCIPATION

La vague d'émeutes, de révoltes et de manifestations qui a secoué de nombreux pays africains depuis 1989 et qui continue encore de déferler (comme au Mali ou au Niger) a contraint l'impérialisme à faire pression sur ces valets africains pour que ceux-ci modifient quelque peu la façade de leur régime.

Ces dictateurs qui avaient pourtant juré que de leur vivant ils n'autoriseraient jamais le multipartisme ont finalement dû faire marche-arrière. Ils ont dû non seulement tolérer les partis d'opposition mais aussi procéder à des élections et accepter qu'un certain nombre d'élus autres que ceux désignés par le pouvoir siègent au parlement.

En Côte d'Ivoire, au Gabon, au Bénin, etc... des élections ont eu lieu. Plusieurs partis politiques s'y sont présentés. Certains candidats d'opposition ont même pu battre des notables du régime.

Les discours des partis d'opposition, particulièrement leurs critiques contre la corruption, le clientélisme des dirigeants du pays ont eu un écho favorable auprès des couches populaires. Ceux qui ont subi la dictature du parti unique, ceux qui ont souffert de la corruption et qui vivent dans les quartiers où manque la moindre infrastructure élémentaire ont été plutôt contents qu'un certain nombre de candidats aient critiqué la pourriture du régime. Et c'est tant mieux que des opposants au régime puissent s'exprimer.

Mais critiquer le régime ne veut pas dire nécessairement présenter une alternative pour les masses pauvres.

Même ceux qui, comme Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, ont été présentés par les tenants du pouvoir comme de dangereux aventuriers voulant entraîner le pays au "chaos" se sont faits remarquer par la modération de leurs discours et de leur programme, quand ils en ont. Que proposent-ils donc ces gens-là pour résoudre les problèmes que vivent quotidiennement les travailleurs ? Les salaires sont dérisoires. Ils sont bloqués depuis des années. Les travailleurs et leurs familles n'ont même pas de logements décents. Les enfants des pauvres ne bénéficient ni de l'éducation ni de la santé comme ceux des riches. Que faut-il faire pour que les conditions d'existence de ceux qui produisent les richesses mais qui n'en profitent pas, changent en profondeur ? Bien évidemment aucun de ces partis d'opposition n'a soulevé ces questions pourtant capitales pour l'écrasante majorité de la population. C'est parce qu'ils ne veulent pas en réalité toucher aux problèmes fondamentaux de cette société capitaliste. Ils ne veulent pas mettre en cause l'exploitation de l'homme par l'homme. Quand ils critiquent le régime en place ce n'est pas du point de vue des intérêts des travailleurs mais de ceux de la petite bourgeoisie et d'une fraction de la bourgeoisie locale victime de la crise économique et souhaitant obtenir sa part de gâteau.

Pour les travailleurs, comme pour l'écrasante majorité de la population victime de la dictature et de la misère, il n'y a vraiment rien à attendre de ces partis politiques dirigés par des bourgeois, des cadres supérieurs, des hauts fonctionnaires ou des politiciens écartés du pouvoir. Ces gens-là, même quand ils disent qu'ils apporteront la démocratie, qu'ils supprimeront la corruption ou qu'ils développeront le pays, mentent car aucune de ces choses-là ne sont réalisables dans les pays pauvres tant qu'on ne touche pas aux intérêts de la bourgeoisie. Et le fait même que le parti socialiste de Mitterrand, le chef de fil de l'impérialisme français qui pille, opprime et soutient et arme les dictatures les plus féroces d'Afrique, a apporté son soutien à un parti comme le FPI de Laurent Gbagbo, illustre bien que ce n'est pas avec un tel parti au pouvoir en Côte d'Ivoire que les choses peuvent changer dans le sens des travailleurs. D'ailleurs Gbagbo a depuis longtemps montré qu'il était pour l'ordre et la stabilité sociale en Côte d'Ivoire. Dès que les événements ont éclaté, alors même que les travailleurs étaient en grève et que les rues d'Abidjan étaient envahies par les manifestants, il s'était presque précipité pour déclarer qu'il ne voulait surtout pas mettre de l'huile sur le feu. Il disait qu'il était en mesure de faire "éviter le chaos" au régime d'Houphouët à condition que celui-ci accepte de négocier avec lui. Ainsi, celui qui prétendait dénoncer le régime corrompu d'Houphouët voulait jouer le pompier alors que des milliers de jeunes, de pauvres criaient leur colère contre celui-ci.

Les travailleurs et les pauvres en général, même quand ils ont de la sympathie envers ces partis parce qu'ils ont été longtemps bâillonnés et parce qu'ils promettent de vagues changements, n'ont aucune chance de pouvoir changer leur sort au travers de tels partis. Un Laurent Gbagbo au pouvoir, à supposer que cela lui soit permis, ne signifierait nullement pour les travailleurs qu'ils auront un meilleur salaire et des meilleures conditions de vie. Ils auront toujours en face d'eux les mêmes patrons aussi arrogants et exploités. Ils auront toujours la même police corrompue que le pouvoir utilisera contre eux lorsqu'ils se mettront en lutte.

Les travailleurs ne peuvent donc pas compter sur ces partis qui se disent opposés au régime mais pas opposés au système capitaliste. Ils ont besoin de leur parti politique à eux pour défendre leurs intérêts en contradiction totale avec ceux de la bourgeoisie.

Même pour peser tout simplement sur la vie politique, la classe ouvrière a besoin d'avoir son propre parti politique. D'un parti qui la représente y compris sur le terrain électoral. Elle n'a pas besoin d'un parti qui se contente de s'intituler "parti des travailleurs" mais d'un véritable parti qui oeuvre pour la fin de ce système profondément injuste qu'est le capitalisme. Un parti qui oeuvre pour un monde débarrassé des exploités, pour la mise en commun et la juste répartition de toutes les richesses entre tous les membres de la société. Une telle société ne sera réalisable que lorsque la classe ouvrière prendra le pouvoir des mains de la bourgeoisie et l'exercera elle-même pour imposer la volonté des exploités à tous les exploités. Cette force sociale capable de transformer profondément la société existe en Afrique, même si elle n'a pas encore pris conscience d'elle-même. C'est le prolétariat.

D'année en année, le prolétariat africain se renforce. Les villes africaines sont devenues au fil des ans de véritables concentrations de prolétaires au sens le plus large. Des millions de déshérités fuyant la misère des campagnes viennent grossir les bidonvilles. Vivant de petits métiers, travaillant comme journaliers ou chômeurs, ils constituent le prolétariat d'Afrique. Ces millions de pauvres croupissant dans la misère autour d'un îlot de richesse qui ne profitent qu'à une minorité de privilégiés constituent une véritable poudrière pouvant exploser à tout moment. C'est la menace de l'embrasement de ces bidonvilles, la menace de l'explosion de colère contenue dans le coeur et dans la chair de ses millions de pauvres réduits à la misère qui a contraint l'impérialisme à faire pression sur ses valets africains et non la vocifération des partis d'opposition.

Lors de la dernière vague de révoltes qui a parcouru le continent africain la classe ouvrière a lutté en se mettant en grève, en sortant dans la rue. Elle a montré que non seulement elle existe, mais qu'elle peut faire très mal à la poche des bourgeois en arrêtant la production.

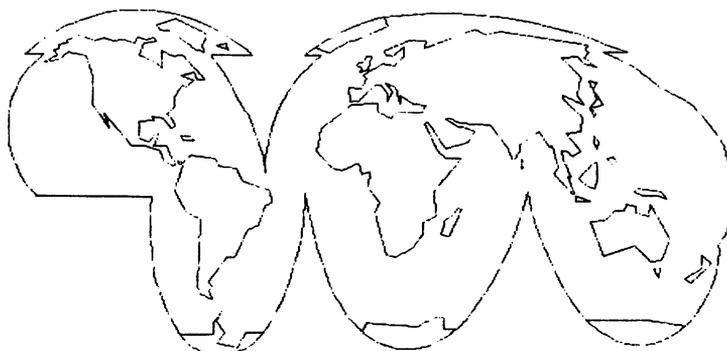
Mais dans quel but lutter ? Que changer ? Comment faire pour qu'il n'y ait plus d'un côté une minorité bénéficiant de tous les privilèges et de l'autre un écrasante majorité croupissant dans la misère ? Comment faire pour que ça soit la majorité qui décide et pour qu'on applique réellement sa décision au niveau du pouvoir ? etc... Ces questions-là, il faut que les travailleurs se les posent et y apportent des réponses. Sans cela ils seront éternellement condamnés à être des exploités, à subir la misère et la dictature, même si les régimes changent. L'absence d'un parti révolutionnaire est un grand handicap pour le prolétariat. Il signifie l'absence de conscience politique.

Sans ce parti, le prolétariat ne peut pas peser sur la vie politique dans le sens de ses intérêts de classe. Ce faisant, il laisse aux représentants des couches privilégiées de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie le monopole de parler au nom de tout le peuple voire au nom des pauvres et des opprimés.

Le courant que nous incarnons autour de notre journal "Le Pouvoir aux Travailleurs" se fixe comme objectif de regrouper ceux qui veulent que la classe ouvrière africaine se dote d'un parti prolétarien pour son émancipation, pour l'égalité sociale, pour un monde débarrassé de toute forme d'oppression. Un tel monde ne sera possible qu'après l'abolition de la propriété privée des moyens de production et la mise en commun de toutes les richesses pour les mettre à la disposition des besoins de toute l'humanité. C'est cela le communisme et non la caricature monstrueuse que le stalinisme en a fait.

Le communisme est plus que jamais nécessaire pour sauver l'humanité de la barbarie dans laquelle l'entraîne l'impérialisme. Il reste plus que jamais l'idéal de l'émancipation des exploités. C'est dans ce sens-là que nous militons.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.